

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Licenciements économiques, restructurations : la loi du 18 janvier 2005 en questions

Christophe Baumgarten

Marie-France Bied-Charreton

Paul Bouaziz

Pierre Bouaziz

Alain Chirez

Emmanuel Gayat

Michel Henry

Tamar Katz

Antoine Lyon-Caen

Isabelle Meyrat

Laurent Milet

Sophie Nadal

Pascal Rennes

Marc Richevaux

Francis Saramito

Hervé Tourniquet



JUILLET-AOÛT 2005

Licenciements économiques, restructurations : la loi du 18 janvier 2005 en questions

Les licenciements économiques au fil... des lois, par Francis Saramito , Rédacteur en chef du Droit Ouvrier	281
Justice et justification dans les réformes actuelles du droit du travail, par Antoine Lyon-Caen , Professeur à l'Université de Paris X Nanterre, Directeur d'études à l'EHESS	283
Les temps de l'appréciation des motifs, par Hervé Tourniquet , Avocat au Barreau des Hauts-de-Seine	288
Vers un affaiblissement de l'emprise des procédures de licenciement collectif : le cas des propositions de modification du contrat de travail pour motif économique, par Isabelle Meyrat , Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise	296
Négociation collective et licenciement économique : propos introductifs sur le nouvel article L. 320-3 du Code du travail, par Sophie Nadal , Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, Centre de recherches en droit économique (CRDE)	303
D'un débat majeur à un accord mineur (à propos de l'article L. 320-3 du Code du travail), par Pascal Rennes , Directeur honoraire du travail	311
La négociation sur l'emploi à l'épreuve du nouvel article L. 320-2 du Code du travail, par Tamar Katz , Docteur en droit, Avocate au Barreau de Paris	322
Les garanties de procédure issues de la loi <i>Borloo</i> : ordre du jour du comité d'entreprise et délais de recours contentieux, par Christophe Baumgarten , Avocat au Barreau de Bobigny	327
Propriété de l'emploi, indemnisation et reclassement, par Alain Chirez , Professeur à l'Université de Polynésie Française, Credeco Nice, Avocat au Barreau de Grasse	335
PRÉSENTATION DE QUELQUES ARTICLES ANCIENS, MODIFIÉS ET NOUVEAUX DU CODE DU TRAVAIL, SUIVIS DE NOTES CRITIQUES ET PRATIQUES	342
Première partie : Mesures de prévention	343
Section 1 : Gestion prévisionnelle des emplois, par Marie-France Bied-Charreton , Avocat au Barreau de Paris	343
Section 2 : Reclassement avant licenciement, par Emmanuel Gayat , Avocat au Barreau de Paris	347
Deuxième partie : Processus des licenciements	349
Section 1 : Le rôle du Comité d'entreprise	349
Sous-section 1 : Accords de méthode, par Emmanuel Gayat , Avocat au Barreau de Paris	349
Sous-section 2 : La concomitance du Livre IV et du Livre III, par Paul Bouaziz , Avocat au Barreau de Paris	353
Sous-section 3 : La fixation de l'ordre du jour du CE, par Laurent Milet , Docteur en Droit, Maître de conférences associé à l'Université de Paris XI, Rédacteur en chef de la RPDS	355
Section 2 : Entrée en vigueur des dispositions nouvelles, par Pierre Bouaziz , Avocat au Barreau de Paris	360
Troisième partie : L'ordre des licenciements, par Marie-France Bied-Charreton , Avocat au Barreau de Paris	362
Quatrième partie : Le rôle du juge et les sanctions	365
Section 1 : Le juge des référés et le juge du fond, par Pierre Bouaziz , Avocat au Barreau de Paris	365
Section 2 : Nullité et poursuite du contrat de travail, par Michel Henry , Avocat au Barreau de Paris	369
Section 3 : Sanctions pénales, par Marc Richevaux , Magistrat, Maître de Conférences à l'Université du Littoral, Côte d'Opale	372